5 CENTIMES

L'Egalité
DE ROUBAIX-TOURCOING
Journal Socialiste Quotidien

5 CENTIMES

HUITIEME ANNEE. — N° 122

VENDREDI 2 MAI 1902

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
Nord et Départements limitrophes	4 fr. 50.	9 fr.	18 fr.
Autres Départements	5 fr. 50.	11 fr.	22 fr.

RÉDACTION et ADMINISTRATION :
ROUBAIX, 146, Rue Saint-Jean, 146, ROUBAIX

ANNONCES
Les annonces sont reçues directement au Bureau du Journal et dans toutes les agences de publicité
ROUBAIX, 146, rue Saint-Jean, 146, ROUBAIX

Nos Ateliers et nos bureaux étant fermés à l'occasion de la Fête Internationale du Premier Mai, nous ne paraîtrons pas demain.

LES ELECTIONS

1889-1902

Je rapproche ces deux dates, parce que toutes deux sont ou furent l'aboutissant d'un formidable mouvement de réaction préparé par les mêmes hommes, soutenu avec le même argent et finissant, l'un comme l'autre, dans le même désarroi.

La campagne boulangiste avait, comme la campagne nationaliste qui la copie partout, les mêmes inspirateurs et ceux-ci annonçaient, *urbi et orbi*, à la veille des élections générales de 1889, que c'en serait fait après la grande consultation du pays, du parlementarisme et de la tyrannie parlementaire qui l'opprime. En d'autres termes, ils escomptaient ouvertement la fin de la République et de la liberté.

Comme aujourd'hui, la presse nationaliste distingue parmi ses candidats les candidats antiministériels conservateurs et les candidats antiministériels républicains, l'*Intransigeant*, le *Gaulois* et la *Presse* publiant des listes d'hommes politiques patronnés par eux et les classant sous deux rubriques différentes : les uns étaient des républicains d'origine, les défaillants passés à l'ennemi, les autres des républicains nationaux. M. de Mun et M. de Mackau étaient les candidats de la rue de Sèze, comme ils sont aujourd'hui les candidats de la Patrie Française.

On sait le rôle que joua l'argent dans l'aventure boulangiste. Un des aventuriers de cette mascarade trouva la définition symbolique du parti, quand il appela *la locomotive qui emportait à Clermont* Boulanger entouré de ses fidèles : *la locomotive des décavés*. C'était, en effet, le ramassis de tous les bohèmes de la haute et basse pègre politique, qui pullulent toujours sur le trottoir parisien, sans cesse en quête d'un mauvais coup ou d'une échauffourée. Avec de l'argent, on avait mis en branle ce ramassis et déchaîné sur Paris et la province une nuée d'agents électoraux, de scribes de tout poil et de tout acabit.

Pendant un an, ce fut une noce superbe. Les millions des duchesses et des juifs, de la congrégation et de la banque, dansèrent une sarabande effrénée. On dépensa peut-être moins qu'aujourd'hui, mais le prix de toutes choses a augmenté depuis, les consciences comme le reste. D'ailleurs, il y a eu, ces temps derniers, une telle abondance de demandes sur le marché que le prix des candidats devait forcément s'élever.

Comme en 1889, le mouvement nationaliste de 1902 aboutit à un avortement. La montagne accouche d'une souris. La Patrie Française après tant d'efforts arrive à peine à faire triompher M. Syveton à Paris. En 1902 comme en 1889, quelques nationalistes entreront donc à la Chambre, où ils seront aussi dépaysés que le furent leurs aînés du temps de Boulanger. Puis, un de ces quatre matins, Arthur Meyer dénoncant le pacte, reprendra le fameux mot de 1890 : Bonsoir messieurs ! Et ce sera fini des espérances fondées sur l'entreprise de régénération politique et sociale qui devait refaire la France.

Il y a toutefois une différence notable à signaler entre les résultats de 1889 et ceux de 1902. Si c'est à Paris surtout que la coalition a concentré tous ses efforts, ce n'est pas sur les mêmes couches de population que la propagande s'est montrée efficace.

En 1889, c'est dans les quartiers ouvriers, dans les centres populeux que sévit le virus du boulangisme. C'est ainsi que le treizième, le quinzième, le dix-huitième, le dix-neuvième passèrent presque à l'ennemi. A Clignancourt, l'élection de Boulanger, aux Grandes-Carrières, l'élection de Laisant ; au dix-neuvième, celle de Martineau ; au quinzième celle d'Alphonse Humbert ; au treizième, celle de Paulin Méry ; au quatorzième, celle de Michelin, furent dues aux bulletins de vote populaires. Il en était de même pour la banlieue.

Les arrondissements bourgeois du centre ne fléchirent point. En 1902, c'est le contraire qui se produit. Les arrondissements du centre, habités par une population riche, se laissent enrôler par la Patrie française, tandis que les quartiers de la périphérie font bloc contre les ennemis de la République. Ainsi, au 18e nous gardons Clignancourt, les Grandes-Carrières, le 20e, le 19e ; au 13e, au 15e les Paul Bernard, Paulin Méry et Alphonse Humbert sont battus ou sur le point de l'être ; dans la banlieue nous gagnons des sièges.

Ainsi, au total, en 1902, la grande vague qui devait pousser devant elle, comme un fétu de paille secoué au vent d'orage, la République et le socialisme, aboutit péniblement à battre Mesureur, à tenir Brisson et Millerand en échec au premier tour. Les autres élus nationalistes du centre remplacent des républicains douteux. Un siège gagné à Paris, un insuccès général en province, où quelques nationalistes succèdent à des progressistes, tel est le bilan de cette journée formidable, attendue comme la journée libératrice, et qui devait restaurer en France toutes les choses abolies par l'établissement de la liberté et de la République.

L'avortement nationaliste doit à cette particularité d'être plus éclatant encore que l'avortement boulangiste. Il est plus significatif et plus important aussi, à raison de la grandeur de l'effort tenté et de son caractère. La Congrégation s'est démasquée. L'Eglise, qui avait dissimulé en partie son action en 1889, n'a pas craint d'entrer en lice en 1902, et la défaite de la coalition l'atteint directement.

Que le parti républicain qui revient en *forces au moins égales, si ce n'est supérieures*, à celles de 1889, ne retombe pas dans la même faute qu'après la défaite du boulangisme. Qu'il écrase, une fois pour toutes, les germes de corruption et de vénalité, la politique d'argent et de mensonges de l'Eglise. Nous n'aurons alors qu'à nous féliciter d'être passés par la rude épreuve que nous venons de traverser, ce sera la dernière, et avec elle peut s'ouvrir une ère de progrès incomparable.

Gustave ROUANET.

LE PREMIER-MAI

Aujourd'hui, les travailleurs de tous les pays répondant à l'appel du Comité Exécutif socialiste international que nous avons publié hier, célèbreront pour la douzième fois la fête du travail.

C'est en 1890, en effet, que l'on vit pour la première fois, se lever, partout, à la même heure, des millions d'hommes, formulant les mêmes revendications : huit heures de travail, huit heures de loisirs, huit heures de sommeil.

Depuis lors, les « Premier-Mai » se sont succédés tout aussi pacifiques du côté du prolétariat mais donnant lieu, du côté capitaliste, aux *mêmes mesures de police, extravagantes et provocatrices*.

Cependant, il n'était pas entré dans la pensée des promoteurs de cette manifestation d'en faire un acte révolutionnaire. Est-ce que les révolutions furent jamais décrétées à jour fixe !...

Lorsque le Congrès socialiste international de 1889, décida les «Premier-Mai» il eût pour objectif unique, d'après le texte même de sa résolution, de « *mettre les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail* »

Si comme nous l'avons écrit maintes fois, depuis, cette pacifique manifestation ouvrière a dégénéré, comme en 1891, à Fourmies, en conflits sanglantss, l'entière responsabilité en incombe à la bourgeoisie.

Mais nous ne voulons pas faire revivre, à cette heure, ce douloureux passé. Seule, l'œuvre accomplie depuis l'institution des « Premier-Mai » doit retenir notre attention...

Huit heures de travail par jour !

Qu'y a-t-il donc de si extraordinaire dans cette revendication ? Rien que de très humain, que de très naturel, au contraire, puisque, depuis qu'elle a été formulée, les parlements de tous les pays en ont reconnu la légitimité, ainsi qu'en témoignent les projets de lois déposés et les lois faites pour diminuer le temps de servage du travailleur.

Et cette préoccupation des parlements ne témoigne-t-elle pas aussi que l'institution des « Premier-Mai » a été féconde ?

La journée de huit heures, n'est pas encore devenue un fait social, mais les longues journées de seize, de dix-sept et même de dix-huit heures ont totalement disparu ou ne sont que de très rares exceptions, et, en France, la loi Millerand-Colliard a été un premier et grand pas vers la réforme réclamée par le Congrès international de 1889.

Encore quelques efforts et le but sera atteint.

Mais la journée de huit heures enfin obtenue, les « Premier-Mai » seront-ils rayés du calendrier prolétarien ?

Non, car le Premier-Mai, n'est pas seulement une date de revendication, mais aussi, et surtout, une date de ralliement.

Ce jour-là, le prolétariat international passe la revue de ses forces ; il se compte et il affirme à la face du monde sa solidarité et ses espérances.

Et même quand, plus tard, les classes se seront fondues dans la République Sociale, le Premier-Mai survivra comme fête de commémoration, en souvenir des luttes passées et des victoires obtenues.

Vive le Premier-Mai !

Que ce cri nous unisse tous aujourd'hui et nous fasse oublier, quelques heures, les mesquineries et les amertumes de la politique !

C. SIAUVE-EVAUSY.

Aux Ouvriers Métallurgistes

L'Union fédérale des Ouvriers Métallurgistes de France adresse aux travailleurs du fer l'appel suivant, à l'occasion de la Manifestation internationale du 1er Mai :

« Plus que jamais, il est nécessaire d'affirmer, par tous les moyens, notre volonté d'en finir avec l'exploitation éhontée que nous subissons.

Alors qu'en 1886, nos camarades américains prolétariens de cette Manifestation mémorable pour imposer à leurs exploiteurs la journée de huit heures et ce, malgré les pendaisons qui eurent lieu à Chicago, pourquoi ne chercherions-nous pas à retirer les mêmes avantages ?

Depuis 1889, cette manifestation est devenue internationale, devenant, à son début en France, par le caractère imposant et grandiose, cette date et l'agitation qui en découlait sont tombées quelque peu en désuétude, par suite des processions platoniques faites auprès des pouvoirs publics.

N'ayant plus à compter sur ceux-ci qui, depuis 50 ans, nous dupent et nous leurrent par des promesses mirifiques et des ilos factices, c'est de nous seuls et de notre action propre que doit résulter notre émancipation.

La journée de huit heures, revendiquée par le prolétariat international, comme la plus urgente des réformes immédiates, se trouve actuellement abandonnée par des politiciens sans vergogne et relégué aux calendes grecques.

Ceux-ci, trouvant qu'il est logique de faire travailler des 12 et 13 heures les adultes, se contentent de la loi Millerand-Colliard comme réforme mirobolante. A nous, camarades, de suivre nos *premiers desiderata* et de les imposer par la force, si besoin en est.

Il ne faut pas qu'il soit dit que, depuis que nous avons conscience d'être des éternels dupés, notre supplice se perpétue.

Nos dirigeants nous octroient à foison des ios « de soi-disant protection ouvrière » et nous n'en constatons pas moins que, tout comme avant, nous restons toujours des esclaves et des opprimés ; il ne suffit pour s'en convaincre que d'interroger n'importe quel producteur.

A nous donc, puisque nous sommes délaissés par une partie de ceux sur lesquels quelques camarades avaient encore un peu de confiance, de faire de l'action directe tant corporative qu'économique.

Pour cela montrons, par notre force et par notre nombre, la puissance qu'est le prolétariat organisé, l'amour du bien-être et de la liberté qui nous anime et tâchons en *un mot de profiter de* ces escarmouches pour démontrer que nous sommes des révolutionnaires décidés à tout, pour obtenir notre émancipation intégrale.

Clamons aussi bien haut notre amour de l'humanité et la négation de toute frontière ; en agissant ainsi, nous deviendrons de plus en plus menaçants pour le honteux régime capitaliste et plein de préjugés qui nous opprime.

A l'action, camarades ! Qu'en masse nous nous levions le Premier Mai, pour accentuer nos revendications immédiates ; mais surtout n'oublions pas que notre but est : l'avènement d'une société d'harmonie et de liberté que nous n'obtiendrons que par le meilleur moyen actuel, la grève générale. »

PETITS CADEAUX

Le suffrage universel n'ignore pas les petits cadeaux. On est toutefois fondé à penser qu'il ne leur prête qu'une vertu relative. Il est constant, en effet, que les candidats qui remplacent le talent et la probité par une vulgaire corne d'abondance sont rarement ceux dont le nom sort des urnes au dépouillement. La Chambre, qu'on a si souvent comparée à une halle n'est pas encore, heureusement un bazar.

Ce qui trouble avant de choquer, c'est qu'il y ait un certain nombre de candidats pour ignorer cette vérité fondamentale. Comment tant de candeur peut-elle entrer dans l'âme de citoyens qui aspirent à faire des lois pour les autres ? C'est un mystère que je ne me charge pas de pénétrer. En revanche, je goûte plaisamment la sagesse de l'électeur. Il me semble qu'elle peut se résumer comme il suit : « Un tel qui est ordinairement avare comme Harpagon devient généreux à l'excès dès qu'il est candidat. Qui donc a-t-il intérêt à tromper ?

J'ai naguère entendu un brave homme faire une application savoureuse et pittoresque de cette formule à quoi le bon sens ne trouve rien à reprendre. C'était dans une petite commune d'une circonscription rurale. Après le scrutin, un candidat ouvertement patronné par M. Méline, avait entraîné tous ses audituers au cabaret. Il faisait chaud ; on décoiffa par douzaines des bouteilles pleines d'un petit vin vert et ravigotant. Puis, chacun s'en alla de son côté par les sentiers pleins de senteurs, de chansons et de lumière. Mais un bon cultivateur s'approcha du candidat pendant qu'il réglait la dépense et lui dit en le regardant bien en face :

— Si vous nous avez payé à boire parce que vous pensiez que nous avions soif, vous êtes un galant homme. Si vous supposez que nous voterons pour vous parce que vous nous avez offert un litre, c'est que vous êtes capable de nous trahir pour une côtelette. Tolérez que nous nous réservions !

C'était là faire preuve d'une courageuse franchise. Il est des citoyens qui ont moins d'audace. Les candidats ne les achètent pas davantage ; ils ont plus longtemps l'illusion qu'ils les ont achetés. Et c'est pourquoi le petit cadeau est encore en honneur et, dans la forme revêt parfois tant d'ingéniosité. Un candidat, une année, acheta des béquilles pour les estropiés de sa circonscription. Un autre offrit une layette à toutes les accouchées de la sienne. M. Mac-Adaras promit cent sous à tous les électeurs qui apporteraient leur branche de feuillage à l'arc de triomphe préparé pour le recevoir — et M. Dausset, candidat nationaliste à Paris, beaucoup plus récemment, a envoyé une savonnette à tous les inscrits de son arrondissement qu'il supposait gagnés à sa cause. A M. Dausset, le prix de l'excellence, sous cette réserve pourtant que son cadeau, pour être imprévu, ne laisse pas d'être maladroit, et qu'on ne saurait donner tort à l'électeur qui lui a écrit :

— Avant le scrutin, je n'ai pas besoin de savon ; je garde donc le vôtre pour après.

GRIFF.

GALETTE CLÉRICALE

Nous lisons dan la « Croix », la feuille cléricale :

« Puisque j'ai parlé des sacrifices, il en est encore un à faire.

Mais celui-là ne concerne pas les candidats, il ne regarde que nous.

C'est un sacrifice d'argent. De grosses sommes ont été dépensées pour le premier tour de scrutin. Il en faut encore de grosses pour le second.

Nous ouvrons donc de nouveau la souscription électorale, suppliant nos lecteurs de s'y montrer comme toujours généreux. »

Il paraît que les duchesses n'ont pas assez donné, ou que leurs millions ont été entièrement gaspillés avant le premier tour de scrutin. Il en faut d'autres maintenant pour les ballottages.

Seulement, ce n'est vraiment pas encourageant. Le premier gaspillage n'a rien produit ; le second ne produira certainement pas davantage.

Mais tout cet argent n'est pas perdu pour tout le monde ; et si la France refuse de se laisser acheter, beaucoup d'individus amis des duchesses et des Jésuites ont apparemment moins de scrupules à puiser dans une bourse si bien garnie.

D.

DOUX PAYS

Une revue anglaise rapporte un fait bien curieux. Elle raconte qu'un homme dont elle ne désigne pas la nationalité se rendit en Russie à une date qu'elle ne précise pas. Il avait des idées révolutionnaires. Quelques jours après, sans qu'il eût rien fait pour motiver cette mesure, on l'expédiait mystérieusement en Sibérie.

L'ambassadeur intervint. Il demanda la libération du prisonnier. On lui répondit qu'il sollicitait une faveur tout à fait exceptionnelle. Cependant, on voulut bien la lui accorder. Quelques jours après, le voyageur était reconduit à la frontière.

— Eh bien ! comment cela s'est-il passé ? demanda à quelque temps de là l'ambassadeur au fonctionnaire qui avait reçu la requête.

Ce n'a pas été facile ! lui fut-il répondu. Il nous a fallu trouver un remplaçant.

Il est peu probable que ce remplaçant ait été volontaire. N'importe ! la Russie est un pays charmant.

POUDRE AUX YEUX

Un de nos confrères parisiens a fait ces jours-ci une constatation qui paraît l'avoir surpris. Il a constaté que les aveugles votent.

Pourquoi pas !

Les sourds marchent aux urnes ; les culs-de-jatte aussi.

Oh ! je sais bien la nuance : tous les infirmes peuvent lire le bulletin de vote qu'on leur tend. Les aveugles non !

Mais les aveugles se font accompagner au scrutin par une personne de leur entourage dans laquelle ils ont toute confiance et s'il y a encore malheureusement des supercheries en matière de suffrage universel celles dont auraient à se plaindre des citoyens frappés de cécité doivent être assez rares.

De quoi se plaindraient donc certains candidats ? De ne pouvoir jeter de la poudre aux yeux des aveugles !

Çà et Là

LE FOND DU VASE

Les journaux américains nous apportent le récit d'un assez piquant incident qui s'est produit pendant le séjour du prince Henri de Prusse à Washington.

Pour complaire à son hôte, M. Rooseviet lui fit un jour servir de la bière allemande dans des pots en grès. Le prince apprécia fort cette aimable attention. Il porta un toast au président et, en bon Allemand, avala le contenu d'un seul trait. Tout à coup, il partit d'un grand éclat de rire, et montra à M. Roosevlet le fond du récipient, où se lisait l'inscription suivante : *Volé à la brasserie X., Pennsylvania Avenue.*

Les pots avaient été tout simplement empruntés à la taverne en question, où, semble-t-il, on ne professe, envers la probité des clients, qu'une confiance singulièrement mitigée.

LE GENERAL BRUGERE EN AMERIQUE

Le général Brugère sera placé à la tête de la mission extraordinaire qui doit aller représenter la France en Amérique pour les fêtes en l'honneur de Rochambeau.

Ces fêtes, dont l'éclat sera considérable, auront lieu le 24 mai. La date du départ du général Brugère sera donc très prochainement fixée.

FEMME SOLDAT

Parmi la foule des curieux qui entouraient une maison en feu, ces jours-ci, se trouvait un jeune soldat qui, en faisant un mouvement en arrière, s'est heurté contre une caisse. Il est tombé si malheureusement qu'il a reçu une blessure qui a exigé son transport à l'hôpital. Là, les médecins, en pansant sa blessure, ont constaté que le jeune soldat était une femme.

Sur le moment, la jeune fille soldat a refusé de parler. Aujourd'hui, elle a donné quelques renseignements sur son identité. Elle se nomme Edna Hall, née à Pervano (Michigan).

La mort de sa mère survenue il y a plusieurs années, l'a laissée seule au monde : elle a revêtu un costume masculin et a ainsi voyagé dans l'Est et dans l'Ouest. Finalement, elle s'est engagée dans un régiment partant pour les Philippines. Elle n'en était revenue que depuis trois jours.

NOS DÉPÊCHES

(Par Services Téléphoniques Spéciaux)

CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 30 avril. — Les ministres se sont réunis ce matin sous la présidence de M. Loubet.

Le Conseil s'est entretenu des résultats généraux des élections législatives.

Le garde des sceaux a fait signer le mouvement judiciaire suivant :

Sont nommés :

Premier président près la Cour d'appel de Pau, M. Cadot de Villemomble, procureur général près de la même Cour, en remplacement de M. Pauget, décédé.

Procureur général à Pau, M. Hoffner, procureur général à Alger.

Procureur général à Alger M. Coste, procureur général à Nancy.

Procureur général à Nancy, M. Saint-Aubin, conseiller à Paris.

Sont nommés conseillers :

A Nancy, M. Maurice, juge au tribunal de la même ville.

A Rennes, M. Gaspaillard, vice-président du tribunal de Rennes, et M. Guiesse, conseiller à Caen, en remplacement de MM. Saulnier et Harnel, admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

A Caen, M. Davaste, vice-président du tribunal de Pontoise.

LES ELECTIONS LÉGISLATIVES

Les Socialistes élus à Paris et en Province

Paris, 30 avril. — Nous avons donné hier le chiffre de voix socialistes obtenues au premier tour de scrutin. Examinons aujourd'hui le nombre des élus et des futurs élus socialistes.

Le nombre des socialistes élus au premier tour de scrutin s'élève à 22, dont 4 pour Paris et la banlieue et 18 pour les départements.

Ceux de Paris et de la banlieue sont les citoyens *Dejeante* (20e), *Vaillant* (20e), *Sembat* (18e) et *Coutant* (Sceaux, 3e circonscription).

Ceux des départements et des colonies :

Les citoyens *Allard, Basly, Antide Boyer, J.-L. Breton, Briand, Cadenat, Calvinhac, Colliard, Devèze, Ferrero, Gérault-Richard, Jaurès, Krauss, Labussière, Lamendin, Pastre, Poulain* et *Thivrier*.

Les députés Basly, Boyer, J.-L. Breton, Briand, Cadenat, Calvinhac, Colliard, Devèze, Ferrero, Gérault-Richard, Jaurès, Krauss, Labussière, Lamendin, Pastre et Poulain appartiennent au Parti socialiste français (socialistes se réclamant du Congrès de Tours).

Les citoyens *Coutant, Dejeante, Sembat, Vaillant, Allard, Thivrier* appartiennent au Parti socialiste révolutionnaire (blanquistes).

Le citoyen Thivrier a été élu en remplacement du citoyen *Létang, qui ne se représentait pas.*

Quatre députés socialistes sortants ont été battus ; ce sont les citoyens Gras (4e arrondissement), Groussier (10e arrondissement), Fournière (Aisne), Palix (Rhône).

BALLOTTAGES FAVORABLES AUX SOCIALISTES

Si les résultats du premier tour de scrutin donnent 22 *députés socialistes, — en 1898 on comptait* 16 socialistes élus au premier tour, — nombreux sont *les ballottages favorables aux candidats socialistes*. Il est certain que le succès du Parti socialiste s'affirmera *le 11 mai prochain*.

On compte 36 ballottages favorables aux socialistes : 14 à Paris, 23 en province.

A Paris, ce sont les citoyens : *Gabriel Deville* (4e arrondissement), *Viviani* (5e arrondissement), *Allemane* (11e arrondissement), *Millerand* et *Paschal Grousset* (12e arrondissement), *Cardet* (13e arrondissement), *Bagnol* et *Chauvière* (15e arrondissement), *Rouanet* (18e arrondissement), *Clovis Hugues* (19e arrondissement).

Dans la Seine, les citoyens : *Adrien Veber* (Saint-Denis), 1re circonscription), *Walter*, (Saint-Denis, 2e circonscription), *Mestier*, Saint-Denis, 3e circonscription), *Renou* (Saint-Denis 4e circonscription).

Dans les départements ce sont les citoyens : *Turot*, 1re circonscription de St-Quentin, (Aisne) ; *Constant*, 2e circonscription de Montluçon, (Allier) ; *Lassalle*, Sedan (Ardennes) ; *Carlaud*, 1re circonscription de Marseille (Bouches-du-Rhône) ; *Flaissières*, 5e circonscription de Marseille (Bouches-du-Rhône) ; *Bouhey-Allex*, 1re circonscription de Dijon (Côte-d'Or) ; *Camuzet*, 2e circonscription de Dijon (Côte-d'Or) ; *Fournier*, 1re circonscription de Nîmes (Gard) ; *Bracourt*, 2e circonscription d'Alais (Gard) ; *Jourde*, 3e circonscription de Bordeaux (Gironde) ; *Bénézech*, 2e circonscription de Montpellier (Hérault) ; *Dufour*, Issoudun, (Indre) ; *Morel*, 1re circonscription de Vienne (Isère) ; *Zévaès*, 2e circonscription de Grenoble (Isère) ; *Pipier*, 2e circonscription de Saint-Etienne (Loire) ; *Delory*, 3e circonscription de Lille (Nord) ; *Charpentier*, 3e circonscription de Valenciennes (Nord) ; *Cadot*,

---

FEUILLETON DU 2 MAI. — N° 105

Les Trois Mousquetaires

par

Alexandre DUMAS

LI

Officier

Les billets rappelaient aux hommes que ces enfants, ces femmes, ces vieillards qu'on laissait mourir étaient leurs fils, leurs épouses et leurs pères ; qu'il serait plus juste que chacun fût réduit à la misère commune, afin qu'une même position fît prendre des résolutions unanimes.

Ces billets firent tout l'effet qu'en pouvait atteindre celui qui les avait écrits, en ce qu'ils déterminèrent un grand nombre d'habitants à ouvrir des négociations particulières avec l'armée royale.

Mais au moment où le cardinal voyait déjà fructifier son moyen et s'applaudissait de l'avoir mis en usage, un habitant de La Rochelle, qui avait pu passer à travers les lignes royales, Dieu sait comment, tant était grande la surveillance de Bassompierre, de Schomberg et du duc d'Angoulême, surveillés eux-mêmes par le cardinal ; un habitant de La Rochelle, disons-nous, entra dans la ville, venant de Portsmouth et disant qu'il avait vu une flotte magnifique prête à mettre à la voile avant huit jours. De plus, Buckingham annonçait au maire qu'enfin la grande ligue contre la France allait se déclarer, et que le royaume allait être envahi à la fois par les armées anglaises, impériales et espagnoles. Cette lettre fut lue publiquement sur toutes les places, on en afficha des copies aux angles des rues, et ceux-là même qui avaient commencé d'ouvrir des négociations les interrompirent, résolus d'attendre ce secours si pompeusement annoncé.

Cette circonstance inattendue rendit à Richelieu ses inquiétudes premières et le força malgré lui à tourner de nouveau les yeux de l'autre côté de la mer.

Pendant ce temps, exempte des inquiétudes de son seul et véritable chef, l'armée royale menait joyeuse vie, les vivres ne manquant pas au camp, ni l'argent non plus ; tous les corps rivalisaient d'audace et de gaîté. Prendre des espions et les pendre, faire des expéditions hasardeuses sur la digue ou sur la mer, imaginer des folies, les exécuter froidement, tel était le passe-temps qui faisait trouver courts à l'armée ces jours si longs, non-seulement pour les Rochelais, rongés par la famine et l'anxiété, mais encore pour le cardinal, qui les bloquait si vivement.

Quelquefois, quand le cardinal, toujours chevauchant comme le dernier gendarme de l'armée, promenait son regard pensif sur ces ouvrages, si lents au gré de son désir, qu'élevaient sous son ordre les ingénieurs qu'il faisait venir de tous les coins du royaume de France, s'il rencontrait un mousquetaire de la compagnie de Tréville, il s'approchait de lui et le regardait d'une façon singulière, et ne le reconnaissant pas pour un de nos quatre compagnons, il laissait aller ailleurs son regard profond et sa vaste pensée.

Un jour, où rongé d'un mortel ennui, sans espérance dans les négociations avec la ville, sans nouvelles d'Angleterre, le cardinal était sorti sans autre but que de sortir, accompagné seulement de Cahusac et de La Houdinière, longeant les grèves et mêlant l'immensité de ses rêves à l'immensité de l'Océan, il arriva au petit pas de son cheval sur une colline du haut de laquelle il aperçut derrière une haie, couchés sur le sable et prenant au passage un de ces rayons de soleil rares à cette époque de l'année, sept hommes entourés de bouteilles vides. Quatre de ces hommes étaient nos mousquetaires s'amusant à écouter la lecture d'une lettre que l'un d'eux venait de recevoir. Cette lettre était si importante, qu'elle avait fait abandonner sur un tambour des cartes et des dés.

Les trois autres s'occupaient à décoiffer une énorme dame-jeanne de vin de Collioure, c'étaient les laquais de ces messieurs.

Le cardinal, comme nous l'avons dit, était de sombre humeur, et rien, quand il était dans cette situation d'esprit, ne redoublait la maussaderie comme la gaîté des autres.

D'ailleurs il avait une préoccupation étrange, c'était de croire toujours que c'étaient les causes de sa tristesse à lui qui faisaient la gaîté des autres. Faisant signe à La Houdinière et à Cahusac de s'arrêter, il descendit de cheval et s'approcha de ces rieurs suspects, espérant qu'à l'aide du sable qui assourdissait ses pas, et de la haie qui voilait sa marche, il pourrait entendre quelques mots de cette conversation qui lui paraissait si intéressante ; à dix pas de la haie seulement il reconnut le babil gascon, et comme il savait déjà que ces hommes étaient des mousquetaires, il ne douta pas que les trois autres ne fussent ceux qu'on appelait les inséparables, c'est-à-dire Athos, Porthos et Aramis.

On juge si son désir d'entendre la conversation s'augmenta de cette découverte ; ses yeux prirent une expression étrange, et il fit pas de chat-tigre il s'avança vers la haie, mais il n'avait pu saisir encore que des phrases vagues et sans aucun sens positif, lorsqu'un cri sonore et bref le fit tressaillir et attira l'attention des mousquetaires.

— Officier ! cria Grimaud.

— Vous parlez, je crois, drôle ? dit Athos se soulevant sur un coude et fascinant Grimaud de son regard flamboyant.

Aussi Grimaud n'ajouta-t-il point une parole, se contentant de tendre le doigt indicateur dans la direction de la haie et dénonçant par ce geste le cardinal et son escorte.

D'un seul bond les quatre mousquetaires furent sur pied et saluèrent avec respect.

Le cardinal semblait furieux.

— Il paraît qu'on se fait garder chez messieurs les mousquetaires ! dit-il. Est-ce que l'Anglais vient par terre, ou serait-ce que les mousquetaires se regardent comme des officiers supérieurs ?

— Monseigneur, répondit Athos, car au milieu de l'effroi général, lui seul avait conservé ce calme et ce sang-froid de grand seigneur qui ne le quittait jamais, monseigneur les mousquetaires, lorsqu'ils ne sont pas de service, ou que leur service est fini, boivent et jouent aux dés, et ils sont des officiers très supérieurs pour leurs laquais.

— Des laquais ! grommela le cardinal, des laquais qui ont la consigne d'avertir leurs maîtres quand passe quelqu'un, ce ne sont point des laquais, ce sont des sentinelles.

— Son Eminence voit bien cependant que si nous n'avions point pris cette précaution, nous étions exposés à la laisser passer sans lui présenter nos respects et lui offrir nos remerciements pour la grâce qu'elle nous a faites de nous réunir. D'Artagnan, continua Athos, vous qui tout à l'heure demandiez cette occasion d'exprimer votre reconnaissance à monseigneur, la voici venue, profitez-en.

Ces mots furent prononcés avec ce flegme imperturbable qui distinguait Athos dans les heures de danger, et cette excessive politesse qui faisait de lui dans certains moments un roi plus majestueux que les rois de naissance.

D'Artagnan s'approcha et balbutia quelques paroles de remerciement, qui bientôt expirèrent sous le regard assombri du cardinal.

— N'importe, messieurs, continua le cardinal sans paraître le moins du monde détourné de son intention première par l'incident qu'Athos avait soulevé ; n'importe, messieurs, je n'aime pas que de simples soldats, parce qu'ils ont l'avantage de servir dans un corps privilégié, fassent ainsi les grands seigneurs, et la discipline est la même pour eux que pour tout le monde.

Athos laissa le cardinal achever parfaitement sa phrase, et, s'inclinant en signe d'assentiment, il reprit à son tour :

— La discipline, monseigneur, n'a en aucune façon, je l'espère, été oubliée par nous. Nous ne sommes pas de service, et nous avons cru que n'étant pas de service nous pouvions disposer de notre temps comme bon nous semblait. Si nous sommes assez heureux pour que Son Eminence ait quelque ordre particulier à nous donner, nous sommes prêts à lui obéir. Monseigneur voit, continua Athos en fronçant le sourcil, car cette espèce d'interrogatoire commençait à l'impatienter, que, pour être prêts à la moindre alerte, nous sommes sortis avec nos armes.

Et il montra du doigt au cardinal les quatre mousquets en faisceau près du tambour sur lequel étaient les cartes et les dés.

— Votre Eminence veuille croire, ajouta d'Artagnan, que nous eussions été au-devant d'elle si nous eussions pu supposer que c'était elle qui venait vers nous en si petite compagnie.

Le cardinal se mordait les moustaches et un peu les lèvres.

— Savez-vous de quoi vous avez l'air, tous jours ensemble, comme vous voilà, armés comme vous êtes, et gardés par vos laquais ? dit le cardinal, vous avez l'air de quatre conspirateurs.

— Oh ! quant à ceci, monseigneur, c'est vrai, dit Athos, et nous conspirons, comme Votre Eminence a pu le voir l'autre matin, seulement, c'est contre les Rochelais.

— Eh ! messieurs les politiques ! reprit le cardinal en fronçant le sourcil à son tour, on trouverait peut-être dans vos cervelles le secret de bien des choses qui sont ignorées, si on pouvait y lire comme vous lisiez dans cette lettre que vous avez cachée quand vous m'avez vu venir.

Le rouge monta à la figure d'Athos, il fit un pas vers Son Eminence.

— On dirait que vous nous soupçonnez réellement, monseigneur, et que nous subissons un véritable interrogatoire ; s'il en est ainsi que Votre Eminence daigne s'expliquer et nous saurons du moins à quoi nous en tenir.

— Et quand cela serait un interrogatoire, reprit le cardinal, d'autres que vous en ont subi, monsieur Athos, et y ont répondu.

— Aussi, monseigneur, ai-je dit à Votre Eminence qu'elle n'avait qu'à questionner, et que nous étions prêts à répondre.

— Quelle était cette lettre que vous alliez lire, monsieur Aramis, et que vous avez cachée ?

— Une lettre de femme, monseigneur.

— Oh ! je conçois, dit le cardinal, il faut être discret pour ces sortes de lettres ; mais cependant on peut les montrer à un confesseur, et, vous le savez, j'ai reçu les ordres.

— Monseigneur, dit Athos avec un calme d'autant plus terrible qu'il jouait sa tête en faisant cette réponse, la lettre est d'une femme, mais elle n'est signée ni Marion de Lorme, ni madame d'Aiguillon.

(A suivre.)